

Ils veulent légaliser les drogues

Kofi Annan, Ruth Dreifuss et le commandant de la police neuchâteloise Olivier Guéniat défendent la légalisation: un signe que le débat autour des drogues est en pleine (r)évolution.

«**C**e que je pense de la libéralisation du cannabis au Colorado? Ça va beaucoup trop loin. Vous imaginez, ils se sont même mis à vendre des bonbons au cannabis!» Rencontré lors d'un cycle de conférences sur les drogues organisé par l'Institut de recherches sociologiques de l'Université de Genève, l'auteur de ces paroles n'est pas, comme on pourrait le croire au premier abord, un opposant à la légalisation des drogues.

NE PAS JUSTE LIBÉRALISER

Maître de conférences à l'Université de Lille, le Français Christian Ben Lakhdar est, en réalité, l'un des principaux défenseurs de la régulation des drogues, une idée qui vise à assécher le marché illégal de stupéfiants en le faisant passer sous le contrôle de l'Etat. Les sommes colossales utilisées pour combattre le narcotrafic seraient alors, en théorie, disponibles pour donner un coup de fouet à la prévention et améliorer la qualité des

soins aux personnes dépendantes. Un changement de paradigme qui amènerait les autorités à aborder le problème des stupéfiants non plus sous l'angle sécuritaire, mais d'abord comme un enjeu de santé publique.

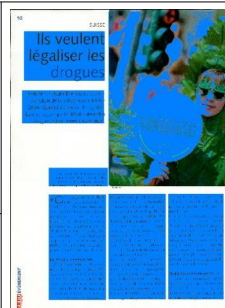
Pourquoi Christian Ben Lakhdar s'oppose-t-il à l'ouverture du marché au Colorado? «C'est un modèle beaucoup trop libéral, répond cet expert en matière de comportements toxicomaniques et de politiques publiques de contrôle des drogues. Le but devrait être de contrôler drastiquement la production, la consommation et la distribution pour prévenir les comportements à risque, sensibiliser les gens aux problèmes des addictions et – in fine – de faire baisser autant que possible le nombre d'usagers de ces substances dangereuses pour la santé.»

Or, c'est tout le contraire qui se passe à Denver, la capitale du Colorado: «Un marketing agressif incite les gens à consommer du cannabis et

toutes sortes de produits dérivés dispensés sans aucun contrôle ou accompagnement thérapeutique, précise le docteur en sciences économiques. Ce n'est plus l'intérêt des citoyens qui est au centre de la démarche, mais l'argent, le business».

BERNE TENTE LES PHARMACIES

En Suisse aussi, on songe à légaliser. Mais de manière un peu plus réfléchie. En ville de Berne, où le Parlement planche depuis longtemps sur un modèle de régulation de la vente



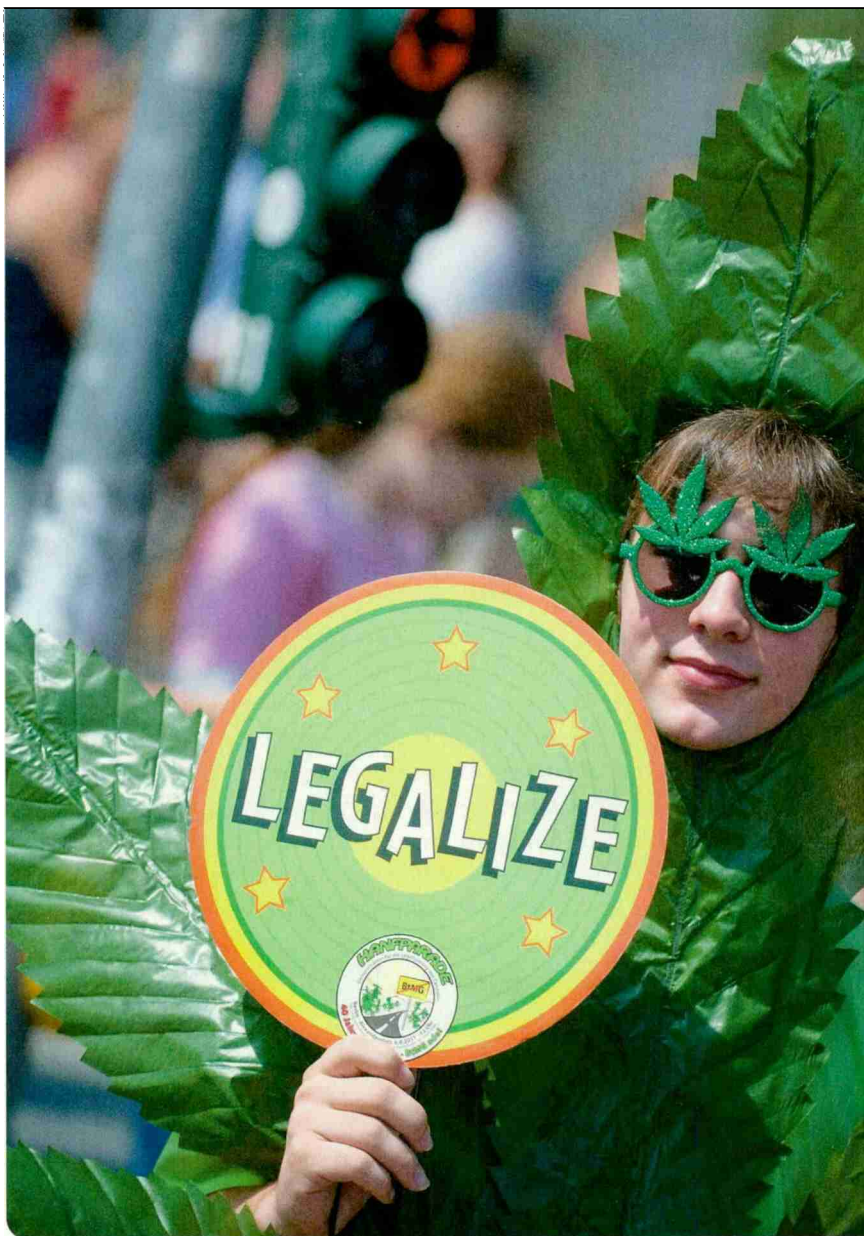
ECHO magazine
1211 Genève 7
022/ 593 03 03
www.echomagazine.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 14'983
Parution: hebdomadaire

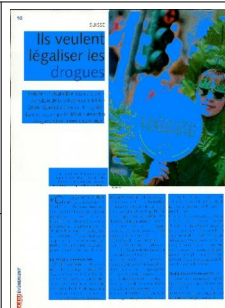
N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 10
Surface: 231'569 mm²

du cannabis, les députés aimeraient s'appuyer sur les pharmacies pour mener leur première expérience: «Les apothicaires, qui ont les connaissances nécessaires en matière de stupéfiants, permettraient d'avoir un contrôle sur les produits», précisait dans la presse il y a une quinzaine de jours la conseillère municipale verte Franziska Teuscher.

Moins dommageables pour la santé que les joints, des vaporisateurs et des e-cigarettes à base de cannabis pourraient bientôt être proposés aux Bernois de plus de 18 ans. L'arrivée de ces substituts sur le marché, vendus au même prix que les substances délaissées dans la rue, devrait (en principe) contribuer à diminuer le trafic. De plus, cela permettrait d'assurer la distribution d'un cannabis «propre» et à la teneur en THC contrôlée (voir en-



Les défenseurs de la régulation du cannabis ne sont plus, comme sur cette photo, des consommateurs, mais des scientifiques. De quoi relancer le débat?



cadre page 12). Cette première suisse n'aura lieu que si l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) donne son feu vert. «A titre exceptionnel» et pour une période déterminée.

VOLUTES DE FUMÉE

Contrôle strict, cadre, régulation, diminution de la consommation de substances nocives pour la santé: les mots utilisés par le chercheur Christian Ben Lakhdar et les parlementaires bernois tranchent avec l'image, enrobée de volutes de fumées, des manifestants pro-cannabis à laquelle on songe presque automatiquement lorsque le sujet revient sur la table.

«En Suisse, cette vision caricaturale est due en partie à l'initiative pro-chanvre, lancée en 2004 et sur laquelle le peuple a voté en 2008, estime Sandro Cattacin, sociologue à l'Université de Genève et membre de la Commission fédérale pour les questions liées à l'addiction. L'initiative était portée par des consommateurs avérés, ce qui la rendait très peu crédible.» Près de 63% des votants avaient d'ailleurs rejeté le texte, bloquant pour un certain temps toute discussion sur le sujet. Avant cet épisode, rappelle le sociologue, la question de la régulation des drogues était bien plus ouverte. «Il faut se replonger dans l'enfer des scènes ouvertes de Zurich des années 1990 pour comprendre la manière dont le débat a évolué en Suisse. A cette

époque, des milliers de toxicomanes s'injectaient de l'héroïne à même le sol dans la gare désaffectée du Let-

«Il faut réguler le marché pour diminuer le nombre d'usagers des drogues.»



Sandro Cattacin,
membre de la Commission fédérale pour les questions liées à l'addiction.

ten. Les overdoses étaient courantes (en 1992, plus de 400 personnes mouraient en Suisse à cause de la drogue contre une centaine aujourd'hui, *ndlr*). Ces images effarantes ont fait le tour du monde.»

LES QUATRE PILIERS

Partage de seringues usagées entraînant la propagation du virus du sida, prostitution pour quelques doses, violence entre dealers: face au plus

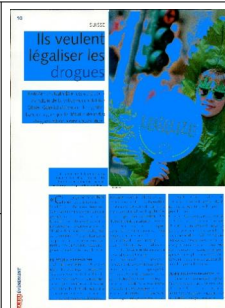
grand marché de drogue à ciel ouvert du monde, les autorités zurichoises, qui avaient tenté de rassembler les toxicomanes au même endroit pour «mieux les encadrer», étaient en fait dépassées.

Poussés à bout par le sentiment d'insécurité régnant dans leur quartier,

les habitants manifestèrent leur colère dans la rue. Les autorités réagirent finalement en décidant de prendre en charge les toxicomanes.

Selon Sandro Cattacin, «la tragédie du Letten, qui s'est terminée en 1995, a placé au centre des réflexions le pragmatisme et l'intérêt public visant à diminuer les risques pour le consommateur». Jusqu'à ancrer dans la loi la stratégie des «quatre piliers» – prévention, thérapie, réduction des risques et répression – qui a fait de la Suisse l'un des pays pionniers en matière de politique de drogues. «A cette époque, un véritable consensus social et politique existait autour de l'idée que la régulation était la seule réponse pour atténuer les souffrances liées à la drogue», se souvient Sandro Cattacin.

Pourquoi cette approche «révolutionnaire» n'a-t-elle pas englobé le cannabis, dont la consommation a pourtant longtemps été tolérée en Suisse? «On ne considérait pas cette drogue comme dangereuse, répond le sociologue. Elle ne posait pas de problèmes apparents. Il n'y avait pas de Letten du joint. Et puis, le temps a passé. En 2000, lorsque la loi sur les stupéfiants a fini par être discutée, les partis de centre-droit ont préféré modifier leur position et se diriger vers une logique répressive, suivant l'exemple de l'UDC qui commençait à monter



ECHO magazine
1211 Genève 7
022/ 593 03 03
www.echomagazine.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 14'983
Parution: hebdomadaire

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 10
Surface: 231'569 mm²

en puissance.»

KOFI ANNAN 100% POUR

Aujourd'hui pourtant, les villes de Genève, Berne, Zurich, Winterthour, Bâle et Thoun reviennent à la charge. Il y a un mois et demi, des représentants des départements de la santé et de la sécurité de ces villes se sont réunis à Berne: sur la table, un document élaboré par une quarantaine de scientifiques. Le but de la rencontre? Lancer un projet pilote d'association de consommateurs d'herbe!

Comment expliquer ce retournement? «Cette fois, les défenseurs de la régulation ne sont ni des consommateurs ni des contestataires, répond Sandro Cattacin. Ils viennent de tous les partis politiques. C'est du jamais vu! On est enfin en train de quitter le terrain idéologique du 'pour/contre la légalisation', se réjouit le chercheur. On se base sur des critères rationnels, scientifiques, étayés par des éléments de preuve.» Fait révélateur, selon Sandro Cattacin: «Même ceux qui pensaient être opposés à toute évolution écoutent. Et comprennent que l'idée n'est pas de distribuer gratuitement du cannabis à des gamins de douze ans (voir encadré page

12)».

La ville du bout du lac illustre ce changement. Réuni pour lutter contre le sentiment d'insécurité minant le moral des Genevois, un groupe interpartis (PDC, PLR, Verts, MCG, PS) mène depuis quelques années une réflexion sur la possibilité de réglementer le marché de la marijuana. Et le projet est si avancé que le canton pourrait faire une demande formelle à l'OFSP d'ici quelques mois.

«A Zurich, des milliers de toxicomanes s'injectaient de l'héroïne à même le sol.»

Une petite révolution qui s'explique aussi par les bouleversements en cours au niveau international. Menée depuis plus de quarante ans par les Etats-Unis et la plupart des pays du monde, la «guerre contre la drogue» semble en effet avoir aggravé les problèmes qu'elle prétendait régler (voir pages 14-15). C'est de ce constat d'échec qu'est née la Commission globale de politique en matière de drogues. Sorte de club de millionnaires sans pouvoir concret mais avec le bras long et une grande visibilité médiatique, cette com-

mission prône une «régulation légale et responsable» du plus grand nombre de drogues possible.

Une idée qui prêterait à sourire si elle n'était défendue par l'ancien secrétaire général des Nations unies *himself*, Kofi Annan. Sans oublier Richard Branson, riche entrepreneur philanthrope, ainsi qu'une brochette d'anciens chefs d'Etat dont ceux du Mexique (Ernesto Zedillo) et de Colombie (César Gaviria), où le narcotraffic fait des ravages.

RUTH DREIFUSS: LA STAR

Ruth Dreifuss fait partie du club. Et elle suscite l'admiration au sein de la fameuse commission. C'est elle qui était aux commandes lors de l'hécatombe du Letten. Et c'est elle qui a osé répondre à cette urgence sanitaire en ouvrant des locaux d'injection et en lançant la prescription de méthadone.

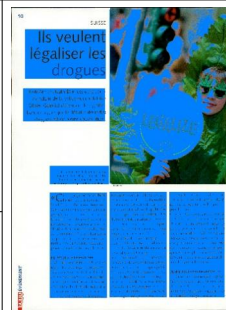
Pour rappel, les locaux d'injection – comme celui du Quai 9 qui se trouve derrière la gare Cornavin à Genève – permettent aux toxicomanes d'échanger gratuitement des seringues usagées contre des seringues propres et de s'injecter, au sein d'une structure protégée, la drogue obtenue illégalement dans la rue. Un procédé qui peut choquer mais qui a permis – et permet encore – de sauver des vies sans encourager de nouveaux

Date: 31.03.2016

ECHO MAGAZINE

ECHO magazine
1211 Genève 7
022/ 593 03 03
www.echomagazine.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 14'983
Parution: hebdomadaire



 UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 10
Surface: 231'569 mm²



Scène ouverte de
Zurich, juillet 1993:
les Missionnaires de
la charité aussi ont
tenté de venir en
aide aux toxicomanes
errant dans la gare
désaffectée du Letten.

ARGUS 
MEDIENBEOBACHTUNG

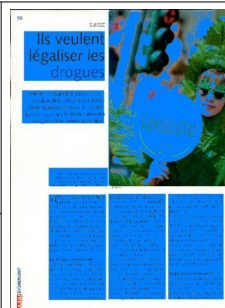
Observation des médias
Analyse des médias
Gestion de l'information
Services linguistiques

ARGUS der Presse AG
Rüdigerstrasse 15, case postale, 8027 Zurich
Tél. 044 388 82 00, Fax 044 388 82 01
www.argus.ch

Réf. Argus: 61099761
Couverture Page: 5/8

ECHO magazine
1211 Genève 7
022/ 593 03 03
www.echomagazine.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 14'983
Parution: hebdomadaire



N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 10
Surface: 231'569 mm²

usagers. Depuis, presque plus personne ne meurt d'une overdose d'héroïne ni ne contracte le virus du sida à cause d'une seringue souillée.

Pour ce qui est de la méthadone, qui remplace l'héroïne, elle permet aux toxicomanes, qui se la procurent auprès d'un médecin, de s'éloigner du milieu de la drogue et du crime: un premier pas vers une possible désintoxication.

BANALISER LE JOINT?

Mais Ruth Dreifuss veut aller plus loin. Lorsque les journalistes lui demandent si l'on ne risque pas de banaliser l'usage du cannabis en optant pour la régulation, elle répond du tac au tac: «Vous ne trouvez pas qu'il est déjà banal? La rue est un supermarché de la drogue. Amener le produit dans un circuit régulé permettrait d'atteindre les consommateurs, qui en parleraient d'autant plus aisément que leur usage ne serait pas considéré comme un délit».

La première femme à avoir dirigé la

Suisse dit refuser de laisser les drogues aux mains de bandes criminelles. «Il faut les priver des 300 milliards que représente chaque année dans le monde le marché noir des stupéfiants, répète-t-elle. Voilà pourquoi la prohibition absolue doit être écartée.» Si on ne le fait pas, préve-

nait-elle encore l'été dernier dans un entretien au *Temps*, c'est toute la politique de réduction des risques qui pourrait être remise en question. Le ras-le-bol face aux dealers pousse en effet certains passants à plaider pour un retour à la répression pure et dure. ■ Cédric Reichenbach

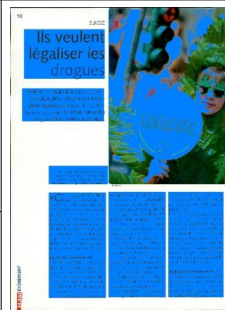


Kofi Annan et
Ruth Dreifuss
défendent la
légalisation.

«Ni libéraliser ni étatiser»

«Un système qui ne soit ni trop libéral (comme au Colorado) ni trop étatique (comme en Uruguay, où la bureaucratie pose problème)»: voilà comment Sandro Cattacin, de la Commission fédérale pour les questions liées à l'addiction, imagine le modèle de régulation du cannabis en Suisse. «La coopérative ou l'association permet d'avoir les usagers à l'œil, de les conseiller et de les soigner, tout en évitant la dérive commerciale. Si le but n'est pas de faire de l'argent, alors le marketing, donc l'incitation à la consommation, disparaissent.

Pour le sociologue, les villes suisses qui s'apprêtent à tenter l'expérience de la légalisation ne doivent absolument pas répéter les erreurs faites avec le tabac et l'alcool. «On est allés beaucoup trop loin dans la libéralisation de ces substances qui sont pourtant très mauvaises pour la santé. L'interdiction de la fumée dans les lieux publics a heureusement permis de rectifier (un peu) le tir. Quant à l'interdiction de la vente d'alcool après 21h, elle a eu des effets très positifs à Genève, vers qui tous les regards se tournent désormais.» ■ CeR



ECHO magazine
1211 Genève 7
022/ 593 03 03
www.echomagazine.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 14'983
Parution: hebdomadaire

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 10
Surface: 231'569 mm²

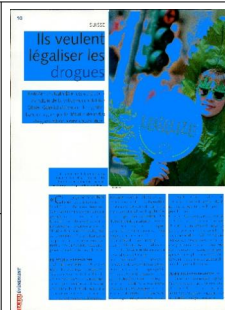
Entre tests et projets pilotes



Keystone-a

Avec 300'000 fumeurs réguliers, le cannabis est de loin la substance psychoactive illicite la plus consommée en Suisse. Dans les villes ouvertes à une éventuelle dépénalisation, on mise sur les tests et les projets pilotes. La politique des petits pas, en somme. Car si les scientifiques qui défendent la régulation sont certains que la situation actuelle n'est pas satisfaisante – «les drogués au joint existent, ils sont là, nous ne pouvons pas les ignorer, il faut leur venir en aide» –, ils sont aussi conscients de la complexité du problème. Et des dérives potentielles.

Comment éviter le tourisme de l'herbe tel qu'il existe aux Pays-Bas? En instaurant un contrôle strict de résidence, répondent les experts: les «bénéficiaires» devront vivre dans la commune ou le canton concerné. Comment ne pas attirer de nouveaux usagers? En faisant passer une audition aux «candidats». Cela permettrait par ailleurs, dit-on, d'écarter les gens souffrant d'un problème psychique.



ECHO magazine
1211 Genève 7
022/ 593 03 03
www.echomagazine.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 14'983
Parution: hebdomadaire

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 10
Surface: 231'569 mm²

PAS COMME À BARCELONE

A Genève, les experts n'apprécient pas le modèle barcelonais des clubs privés: «Fumer un joint comme on prend une bière dans un bar risquerait de favoriser l'usage récréatif du cannabis et de reproduire les problèmes que l'on connaît avec l'alcool». Ils préfèrent la solution des officines où des membres triés sur le volet viendraient acheter leur produit avant de le consommer chez eux «à condition qu'ils s'engagent à fumer à leur domicile et à ne pas conduire sous l'effet du psychotrope». Autre «avantage»: une structure fermée et contrôlée empêcherait les consommateurs d'entrer en contact avec des drogues dures comme la cocaïne, l'héroïne ou les drogues de synthèse disponibles dans la rue. D'où viendrait la marchandise? De producteurs suisses ayant obtenu par le passé des autorisations pour une culture destinée à un usage médical. Et ces fameux usagers, qui seraient-ils? Pour la plupart, des adultes avec une consommation récréative. Ils auraient accès à un produit dont la qualité et la teneur en THC seraient contrôlées. A ce propos, une analyse en laboratoire commandée récemment par Olivier Guéniat, commandant de la police neuchâteloise favorable à la régulation des drogues, démontre que l'herbe vendue en Suisse contient de dangereux pesticides. En cas de légalisation, ces produits toxiques ne seraient plus tolérés.

Les gens souffrant de pathologies et qui utilisent déjà le chanvre en guise d'automédication pourraient également bénéficier du programme de régulation. Quant aux personnes ayant un usage problématique du cannabis, elles seraient amenées à diminuer leur consommation. Certains jeunes sur qui la fumette a des effets dramatiques, mais auxquels les thérapeutes n'ont aucun accès, pourraient aussi être approchés avant qu'il ne soit trop tard. ■

CeR